

Que faut-il retenir de l'audition des associations pro-PMA à l'Assemblée nationale ?

Publié le 30 août 2019 à 11 h 45 min

Associations et collectifs d'associations LGBT + et pro-PMA ont été auditionnées mardi à l'Assemblée nationale dans le cadre de la révision des lois bioéthiques. Interrogées par Komitid, elles pointent la qualité des échanges même si elles s'inquiètent d'une loi a minima.

Imprimer



Enfin. Sept ans après l'élection de François Hollande, deux ans après celle d'Emmanuel Macron, la Procréation Médicalement Assistée (PMA) pour tous.les semble sur le point de devenir réalité. Les parlementaires membres de la commission spéciale chargée du projet de révision des lois bioéthiques ont reçu mardi 27 août au matin les associations LGBT+ et pro-PMA. Au programme : filiation, reconnaissance des parents sociaux ou encore intégration des personnes trans et intersexes dans le dispositif législatif... Les auditions se poursuivront jusqu'au 9 septembre avant un examen de la loi à partir du 14 septembre. Komitid a recueilli les témoignages de plusieurs intervenant.e.s à ces auditions très attendues.

Des débats sereins

« J'ai trouvé les débats d'une qualité nettement supérieure à ceux que nous avons eu lors du mariage pour tous », confie Dominique Boren, présent mardi au nom de l'Association des parents et futurs Parents Gays et Lesbiens (APGL) et du Collectif PMA. Même son de cloche pour le planning Familial et les Enfants d'Arc-en-Ciel, deux autres associations auditionnées.

« Ce n'était pas un débat pseudo-sociologique sur nos familles mais bien des échanges constructifs, » abonde de son côté Laurène Chesnel de l'Inter-LGBT. « Les parlementaires étaient intéressé.e.s, posaient des questions pertinentes sur des points concrets », précise-t-elle.

L'enjeu de la filiation

Face à une majorité qui semble décider à voter oui, les collectifs se sont tous félicités d'une plus que probable ouverture de la PMA à toutes les femmes. « On a bien compris que la question de l'ouverture à la PMA ne faisait pas débat, confie Céline Cester, présidente de l'association des Enfants d'Arc-en-Ciel. Mais elle ajoute : « Le principal enjeu va être la question de la filiation et la reconnaissance des enfants nés par PMA avant l'adoption de la loi. »

« Pourquoi un enfant né de don pour une femme lesbienne devrait avoir son mode de conception inscrit sur son état civil ? »

Toutes les associations ont dénoncé l'article 4 du projet de loi qui prévoit un régime de filiation spécifique pour les familles homoparentales passant par une déclaration anticipée de volonté du couple au moment de la réalisation de la PMA. « Pourquoi un enfant né de don pour une femme lesbienne devrait avoir son mode de conception inscrit sur son état civil ? », interroge Véronique Séhier, co-présidente du Planning Familial qui fait aussi partie du Collectif PMA. « Le projet de loi marque une discrimination de fait entre couples hétéros et homos », pointe Dominique Boren. « J'ai eu le sentiment d'être face à des député.e.s un peu perdus, bien conscients que cette solution ne fonctionnait pas mais pas forcément informé.e.s des autres options à leur disposition ».

- Lire aussi : PMA : les textes du projet de loi sur la bioéthique et de l'étude d'impact en intégralité

Des zones de flou

Malgré une ambiance cordiale, les échanges se sont faits plus vifs à plusieurs reprises. D'abord face à Annie Genevard, députée les Républicains, qui a demandé aux associations si « *l'absence de père* », un argument des opposants à la loi, n'était « *pas susceptible de constituer un préjudice pour les enfants* ». Ensuite, lorsque les débats ont tourné autour de la place des personnes trans et intersexes dans le futur projet de loi.

Lors de l'audition, l'Inter-LGBT a rappelé qu'elle souhaitait –une position partagée par la majorité des associations présentes– que la loi intègre dans sa formulation toutes « *les personnes en capacité à porter un enfant* » afin d'inclure les personnes trans et intersexes. Le collectif a aussi rappelé l'urgence de mettre fin aux mutilations subies par les jeunes enfants intersexes, sujet violemment balayé sur le tapis par Philippe Berta, député LREM, généticien de métier et rapporteur du projet de loi. « *On les sent beaucoup plus frileux sur ce sujet, peut-être moins informés et conscients des situations qu'il peut y avoir derrière* », analyse Céline Cester.

Les associations ne cachent pas une certaine frustration. « *Énormément de juristes vont être auditionné.e.s mais une seule table ronde a été organisée avec les associations* », constate Laurène Chesnel. La militante se dit un peu déçue : « *Il est regrettable que la composition des auditions donne si peu de place aux concerné.e.s* ».

Plusieurs points importants n'ont pas été évoqués en profondeur, notamment les nombreux dysfonctionnements constatés dans les Centres d'Études et de Conservation du Sperme (CECOS).

Autre inquiétude : le rôle du secteur privé. « *On sent bien qu'il y a une tentation de dire que face à la pénurie de gamètes, le privé pourrait être une solution* », explique Véronique Sehier, inquiète de l'émergence d'un système à deux vitesses. « *On a l'impression que toutes les conséquences de cette loi n'ont pas été franchement pensées* », synthétise Dominique Boren. « *Est-ce qu'on en profite pour donner des droits aux femmes qui continueront à faire des PMA à l'étranger ? Que va-t-on faire sur la question du don dirigé ?* »

**« La Manif pour tous a perdu deux piliers, à savoir
l'église qui n'a plus aucune légitimité sur l'intérêt de
l'enfant et la droite qui n'existe plus »**

Le spectre de la Manif pour tous

Alors que la PMA devrait être au cœur de l'agenda polémique et médiatique du mois de septembre, aucune association ne semble s'attendre à revivre la violence des débats sur le mariage pour tous. « *La Manif pour tous a perdu deux piliers, à savoir l'église qui n'a plus aucune légitimité sur l'intérêt de l'enfant et la droite qui n'existe plus* », analyse Dominique Boren, qui imagine mal des mobilisations réactionnaires semblables à celles qui s'étaient déroulées sous le mandat de François Hollande.

Les associations s'inquiètent en revanche du traitement médiatique de la question dans les prochaines semaines. Mardi, une dizaine d'associations dont le Planning Familial, l'Inter-LGBT, l'AGPL et les Enfants d'Arc-en-Ciel ont ainsi adressé une lettre au président du CSA lui demandant de « porter une attention toute particulière à l'organisation et la tenue des débats par et dans les médias, à l'occasion du projet de loi portant sur la révision des lois bioéthiques et plus particulièrement concernant l'ouverture de la PMA à toutes les femmes. »

Pour voir ou revoir les auditions des associations LGBT+ et pro-PMA, rendez-vous sur le portail vidéo de l'Assemblée nationale.



Clément Pouré

PMA Komitid+

Lire aussi

« Combien de lesbiennes à la une ? » : 90 femmes signent une tribune en faveur de la PMA

« Il était une fois la PMA », « L'autre mère », « Quouïr » : les podcasts, remèdes contre les débats stériles autour de la PMA ?

« J'ai commandé du sperme au Danemark » : enquête sur la plus grande banque de sperme du monde

« Le projet de loi filiation ne nous satisfait pas » : on a marché avec des parents LGBT+ à la Pride 2019



**CHOISISSEZ LE MÉDIA
LGBT+ POUR, PAR ET
AVEC LES CONCERNÉ.E.S**

**OFFRE DÉCOUVERTE
1€ le premier mois**

KOMITID.fr

The image shows a hand holding a smartphone. The screen displays the KOMITID website interface. At the top, there is a search bar and the KOMITID logo. Below that, a category tag 'Mode' is visible. The main article title is 'Pourquoi la mode « non-générée » est-elle si masculine ?'. Underneath the title, it says 'Publié le 11 mai 2018 à 14 h 40 min'. The article text begins with 'Pourquoi la tendance « genderless » peine-t-elle tant à s'appropriier les pièces d'habillement dites féminines ? Pourquoi des couleurs si sobres pour la mode non-générée ? Décryptage sous toutes les coutures.' Below the text is a photograph of two people, one with long blonde hair and one with short blonde hair, both wearing light-colored hoodies. At the bottom of the article preview, it says 'Ces derniers mois, on a vu émerger de'.

Commentaires

Ajouter

Aucun commentaire...